



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3087

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Jean Leonetti, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean Leonetti. Monsieur le Premier ministre, le peuple grec souffre et la Grèce est au bord de la faillite. À qui la faute ? Certainement pas à l'Europe, mais aux dirigeants grecs successifs et actuels, incapables de réformer leur pays et de collecter l'impôt.

La Grèce est menacée de sortir de l'euro. À qui la faute ? Non à l'Europe mais à M. Tsipras, qui a fait habilement croire au peuple grec que voter « non » au référendum, c'était dire « oui » à l'Europe et « non » aux efforts !

M. Pierre-Yves Le Borgn'. N'importe quoi !

M. Jean Leonetti. Or, un certain nombre de pays européens, comme l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, ont fait des efforts et ont surmonté leurs difficultés. M. Tsipras ne propose rien : rien depuis qu'il est élu, rien depuis le référendum ni rien depuis quarante-huit heures.

L'Europe est affaiblie. À qui la faute ? À l'effacement de la France (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen*) et à la disparition de la force du couple franco-allemand, qui permet à M. Tsipras de jouer au poker menteur, entre l'intransigeance de l'Allemagne et l'impuissance de la France.

M. Bernard Roman. Halte au « *French bashing* » !

M. Jean Leonetti. Un sondage humiliant montre que les Français font deux fois plus confiance à la chancelière allemande qu'au Président de la République française pour régler le problème grec.

Monsieur le Premier ministre, la France n'est pas le médiateur silencieux qui négocie en coulisses entre la Grèce et l'Allemagne. La France doit avoir une voix forte, être leader, être moteur de l'Europe. Il faut sortir du flou, il faut dire que nous souhaitons que la Grèce reste dans l'Europe, mais pas à n'importe quel prix. La France doit exiger dans la clarté des réformes crédibles et durables en contrepartie de la solidarité européenne. La France doit porter un projet européen.

Monsieur le Premier ministre, quelles sont les propositions de la France dans ce domaine ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, un débat se tiendra, dans une heure, à l'initiative du bureau de l'Assemblée nationale.

Mme Marie-Jo Zimmermann. Vous plaisantez ? Il ne sera même pas suivi d'un vote !

M. Michel Sapin, ministre. À cette occasion, le Premier ministre pourra, devra – il le fera évidemment – expliquer pleinement la position de la France, même si je vais d'ores et déjà vous apporter quelques éléments de réponse.

Monsieur Leonetti, on peut vouloir faire le procès de tel ou tel pays, de son gouvernement ou même du gouvernement français – nous sommes là dans la politique politique, qui fait partie du débat démocratique, du débat existant au sein de cette assemblée. Monsieur le député, je sais que, compte tenu de vos qualités, de vos engagements et des fonctions que vous avez assumées, vous êtes en mesure de vous situer à un plus haut niveau. Je vous appelle les uns et les autres, à faire attention au procès de l'histoire. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*) C'est le seul qui compte aujourd'hui. Quel pourrait être le procès de l'histoire au regard de l'attitude que, les uns et les autres, nous prenons aujourd'hui ?

Que veut la France ? Que la Grèce reste, non pas seulement dans l'Europe – elle en fait partie intégrante – mais dans l'euro, parce que c'est l'intérêt de la Grèce et, plus largement, celui de l'Europe, de la zone euro et de la France. Non pas tant que nous soyons aujourd'hui menacés par une crise économique ou financière, comme cela a pu être le cas il y a quelques années – la France est beaucoup plus forte, l'Europe s'est elle-même renforcée, et la crise frapperait d'abord, et frappe d'ailleurs déjà, la Grèce – mais parce que c'est le projet européen que nous défendons, que vous défendez, que nous sommes capables de défendre ensemble.

La France, elle, veut que la Grèce reste dans l'euro, mais pas à n'importe quelles conditions. Cela n'est possible que si le gouvernement grec fait des propositions : c'est ce qu'il est en train de faire, et nous allons pouvoir juger dans les minutes, les heures ou les jours qui viennent de leur qualité. C'est sur ces propositions que nous pourrons, les uns et les autres, prendre nos responsabilités devant l'histoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Leonetti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3087

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [9 juillet 2015](#)